

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 02/10/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ELVIA PCB**

ZI  
45270 Bellegarde

Références : n° 471 / 2023  
Code AIOT : 0010001574

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/09/2023 dans l'établissement ELVIA PCB implanté ZI 45270 Bellegarde. L'inspection a été annoncée le 18/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite organisée dans le cadre de la cessation d'activités, dans le but de contrôler l'évacuation effective des déchets dangereux.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ELVIA PCB
- ZI 45270 Bellegarde
- Code AIOT : 0010001574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise ELVIA PCB a actuellement domicilié son établissement principal à COUTANCES (siège social de l'entreprise).

L'établissement de BELLEGARDE (45270) réalisait des activités de fabrication de composants électroniques (activités IED pour le traitement de surface).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- procédure de cessation d'activités
- évacuation des déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Notification cessation d'activités	Code de l'environnement du 18/09/2023, article R. 512-39-1	/	Sans objet
4	Déclarations GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Mise en sécurité des installations	Code de l'environnement du 02/01/2019, article R. 512-39-1-II	/	Sans objet
3	Diagnostics, investigations et mesures de gestion	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La procédure de cessation d'activités est en cours. La mise en sécurité des installations est effective.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification cessation d'activités

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2023, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification cessation d'activités
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. [...].
<b>Constats :</b> C1_Absence de complétude de la notification de la cessation d'activités (absence d'information du Président de l'EPCI)
<b>Observations :</b> Par courrier du 28 juin 2018, l'exploitant informait l'autorité préfectorale de la cessation des activités ICPE exercées sur le site de BELLEGARDE.  Par courrier du 2 janvier 2019, le Président du groupe ELVIA PCB a adressé à Madame la Préfète du Loiret et au Maire de BELLEGARDE une déclaration de la cessation définitive de toute activité industrielle ICPE, à compter du 31 décembre 2018, pour son site ELVIA PCB implanté sur le territoire de la commune de BELLEGARDE. Seule une activité tertiaire est maintenue sur le site, qui regroupe un bureau commercial, le service informatique du groupe et une activité de trading (achat, contrôle qualité et revente de circuits imprimés).  Suivant la déclaration du 2 janvier 2019, le calendrier prévisionnel des mesures de mises en sécurité était le suivant : <ul style="list-style-type: none"><li>- démantèlement : janvier à juin 2019 ;</li><li>- évacuation des déchets : janvier à juin 2019 ;</li><li>- études de sols : mai à juin 2019 ;</li><li>- études des eaux souterraines : mars à septembre 2019 ;</li><li>- mémoire de cessation d'activités : novembre 2019.</li></ul> Absence de notification de la cessation d'activités au Président de l'EPCI.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Mise en sécurité des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/01/2019, article R. 512-39-1-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en sécurité des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment : 1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ; 2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ; 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ; 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement. [...].
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Transmission le 11 août 2023 du registre des déchets, ouvert depuis janvier 2019 pour enregistrement de l'évacuation des déchets. Selon le registre, au titre de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2019, 50.16 tonnes de déchets dangereux ont été évacués ;</li><li>• 2020, 38.9 tonnes de déchets dangereux ont été évacués ;</li><li>• 2021, 107.09 tonnes de déchets dangereux ont été évacués ;</li><li>• 2022, 0.8 tonnes de déchets dangereux ont été évacués (vidange des groupes froids et nettoyage d'un réservoir enterré d'hydrocarbures) ;</li><li>• 2023, 12.7 tonnes de déchets dangereux ont été évacués (produits de laboratoire, éclairages, etc...).</li></ul> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, les accès au bâtiment A sont condamnés. Le jour de la visite, objet du présent rapport, cette interdiction était matérialisée par du rubalise de chantier.</p> <p>Les études de pollutions des sols et des eaux souterraines sont toujours en cours. De premières investigations ont été réalisées en mai 2021. Des investigations complémentaires ont été réalisées en juin 2022. Elles sont à compléter de nouveau pour caractériser les impacts.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Diagnostics, investigations et mesures de gestion

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/06/2021, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Diagnostics, investigations et mesures de gestion
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La réalisation de ces études repose sur un processus nécessairement itératif. L'exploitant est tenu, aux différents stades des études réalisées en application du présent arrêté, de compléter les études et investigations précédemment réalisées à partir du moment où ces compléments permettent d'améliorer la connaissance des phénomènes en jeu et/ou de l'état des milieux.</p>
<p><b>Constats :</b> Absence d'écart relevé (le dernier rapport d'études complémentaires ayant été transmis par le bureau d'études à la fin du deuxième trimestre 2023).</p>
<p><b>Observations :</b> Par courrier du 22 décembre 2022, l'exploitant déclare rencontrer des difficultés techniques pour la mise en place d'un piézomètre (30 m de profondeur) visant à contrôler la qualité des eaux souterraines.</p> <p>Un diagnostic complémentaire a été transmis le 11 août 2023, suite aux investigations réalisées du 16 au 29 juin 2022.</p> <p>A l'issue de cette étude, le conseil de l'exploitant recommande de réaliser de nouvelles investigations complémentaires, préalables à la réalisation du PCT et des travaux de réhabilitation, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de nouvelles campagnes de surveillance des milieux (semestrielle)</li> <li>• des prélèvements d'eaux souterraines au droit des 6 piézomètres sur site et des 4 puits hors site,</li> <li>• des prélèvements de gaz du sol dans le piézair existant au Nord-Est,</li> <li>• des prélèvements d'air ambiant dans le bâtiment A1/A2 et dans les bureaux occupés du bâtiment A,</li> <li>• des prélèvements d'eau du robinet pour l'ensemble des points d'eau du site,</li> <li>• des prélèvements d'eaux superficielles du ruisseau proche du site, afin de s'assurer de l'absence de transfert depuis les eaux souterraines (a minima 2 campagnes),</li> <li>• la caractérisation du panache de pollution en composés volatils dans les gaz du sol au droit des zones 1, 2 et 3 :</li> <li>• zone 1 : <ul style="list-style-type: none"> <li>- réalisation d'un maillage de la zone 5 m x 5 m, percement de la dalle béton et mise en place d'échantillonneurs passifs de gaz,</li> <li>- pose d'un triplé de piézairs en « flûte de pan » afin de préciser les profondeurs de dégazage,</li> </ul> </li> <li>• zone 2 : réalisation d'un maillage de la zone 5 m x 5 m, percement de la dalle béton et mise en place d'échantillonneurs passifs de gaz,</li> <li>• zone 3 : réalisation d'un maillage de la zone en 5 m x 5 m et réalisation de cannes gaz à 1 m de profondeur,</li> <li>• la caractérisation du panache de pollution en COHV dans les eaux souterraines via la pose de nouveaux piézomètres :</li> <li>• la pose d'un piézomètre profond (environ 30 m) dans la zone du forage FR2 (caractérisation des transferts vers l'aquifère des Calcaires d'Etampes),</li> <li>• la pose de piézomètres complémentaires peu profonds (vers 10 m) sur site, pour caractériser le panache en aval immédiat du bâtiment A1/A2, de la zone 2 et entre la zone 2 et la zone 3,</li> <li>• la pose de piézomètres complémentaires en aval hydraulique hors site, à faible profondeur (10 m), le long de la bordure Est, afin d'identifier les écoulements de la nappe superficielle et de préciser les impacts hors site.</li> </ul> <p>Suite à la visite des installations, l'exploitant a organisé la surveillance des eaux souterraines au droit des ouvrages existants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Déclarations GEREP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclarations GEREP
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées, les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. [...].
<b>Constats :</b> C2_Déclaration GEREP 2022 erronée (hydrocarbures et des fluides frigorigènes).
<b>Observations :</b> Déclaration 2022 finalisée le 27/03/23. La déclaration n'est pas conforme aux quantités mentionnées dans le registre des déchets transmis le 11/08/23 (HCT et HFC). Les tonnages ont été inversés.  Déclaration 2021 finalisée le 21/01/22. La déclaration n'est pas conforme aux quantités mentionnées dans le registre des déchets transmis le 11/08/23. Le registre fait mention d'une évacuation de 107 tonnes alors que la déclaration GEREP précise que 127 tonnes de déchets dangereux ont été évacués.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet